

Statistique financière

**Département de la Justice
et des Finances**

Delémont, mars 2002

**République et Canton
du Jura**

J u r a 

C O M P T E S 2 0 0 1

Comptes 2001 de l'Etat jurassien

Communiqué du 13 mars 2002

Table des matières

(Cliquez sur l'intitulé pour atteindre la page correspondante)

1. Compte administratif

Compte administratif de l'Etat	1
Présentation schématique des comptes en quatre phases	2

2. Compte de fonctionnement

Evolution des charges	3
Evolution des charges (graphique)	4
Evolution des charges par rapport au budget 2001	5
Evolution des charges par rapport aux comptes 2000	6
Evolution des dépenses générales	7
Evolution des dépenses de transfert	8
Comment est dépensé l'argent du contribuable	9
Effectif du personnel	10
Evolution des revenus	11
Evolution des revenus (graphique)	12
Evolution des revenus par rapport au budget 2001	13
Evolution des revenus par rapport aux comptes 2000	14
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux	15
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux (graphique)	16

3. Compte d'investissement

Volume des investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal	17
Ecart du compte d'investissement par rapport au budget 2001	18
Les grands chantiers de l'Etat	19
Répartition des subventions nettes d'investissements	20

4. Situation financière

Evolution du résultat de fonctionnement et de l'insuffisance de financement	21
Evolution du résultat de fonctionnement et des écarts budgétaires	22
Evolution du degré d'autofinancement	23
Dettes et intérêts passifs	24
Evolution de la dette brute et des intérêts passifs (graphique)	25
Evolution des quotes-parts de l'Etat	26
Objectif, contexte et défis financiers	27



Comptes 2001 de la République et Canton du Jura - 13 mars 2002

La diminution des parts aux recettes fédérales et des rentrées fiscales inférieures aux prévisions entraînent un déficit de 14,3 millions de francs

Après trois ans d'équilibre, les comptes 2001 de la République et Canton du Jura bouclent sur un résultat négatif. Le déficit du compte de fonctionnement s'élève à 14,3 millions de francs, alors que le budget tablait sur un excédent de charges de 2,7 millions. Sans les mauvaises surprises concernant les parts aux recettes fédérales, l'écart par rapport au budget se réduit à 2,1 millions de francs, soit 0,35% du total des recettes.

Les investissements nets s'élèvent à 33,4 millions de francs, alors que le budget prévoyait 39,3 millions. L'insuffisance de financement atteint 16 millions de francs, soit 6,2 millions de plus que prévu. Le degré d'autofinancement s'élève à 52,2% (budget : 75,2%).

Charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement sont conformes au budget. Au total, elles atteignent 604,1 millions de francs (budget : 604,8). En éliminant les écritures neutres du point de vue du résultat et les amortissements, on constate une légère sous-utilisation budgétaire de 4,5 millions ou 0,9%. Cet écart est attribuable principalement aux subventions accordées, aux dépenses à charge du fonds pour l'emploi, à l'entretien et aux intérêts passifs. Les charges de personnel, y compris les enseignants et le personnel des fouilles archéologiques, dépassent légèrement le budget (+1,2%).

Revenus de fonctionnement

Les revenus s'élèvent à 589,8 millions, alors que le budget prévoyait des recettes totales de 602,1 millions. Abstraction faite des écritures neutres, les revenus sont donc inférieurs aux attentes de 16,4 millions de francs (3,2%). Cette mauvaise surprise est principalement imputable aux parts fédérales. Ainsi, la part du Jura à l'impôt anticipé est inférieure au budget de 7,7 millions de francs, celle de l'IFD de 2,5 millions de francs. En outre, l'évolution des recettes fiscales cantonales est défavorable, en raison du ralentissement de la conjoncture et de la révision de la législation fiscale. Les revenus des personnes physiques sont inférieurs aux prévisions de

4,9 millions de francs, ceux liés aux droits de mutation de 1,4 million de francs.

Pour la première fois, les revenus réels ont baissé par rapport à l'année précédente (-1,5%). Cela s'explique principalement par la très forte volatilité de la part à l'impôt anticipé (20,2 millions de francs en 2000; 2,8 millions en 2001), mais aussi par les allègements fiscaux entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2001.

Investissements nets

Le budget prévoyait des investissements nets pour 39,3 millions de francs, conformément à la planification financière. En réalité, ils n'atteignent "que" 33,4 millions de francs. Cette sous-utilisation budgétaire est attribuable principalement à une avance moins rapide des travaux dans la construction et la transformation des bâtiments ainsi qu'à des retards dans l'avancement des travaux de l'A16. Il faut relever par contre le rythme plus soutenu dans l'aménagement de la H18.

Dettes et intérêts

La dette, qui était restée stable depuis 1998, a augmenté en 2001. Les emprunts à long terme échus ont été renouvelés en grande partie et à des taux plus bas, le solde étant couvert par des fonds à court terme (conditions encore plus avantageuses). L'endettement de l'Etat s'élève à un peu plus de 500 millions de francs, ce qui représente 22,2% du revenu cantonal. Les charges d'intérêts qui en découlent absorbent plus de 10% des recettes fiscales (moyenne 2002 des cantons suisses : 8,2%). Le risque lié à la variation des taux d'intérêts futurs demeure important et mérite une gestion active.

Après trois années d'équilibre financier, le résultat des comptes 2001 est l'occasion pour le Gouvernement de réaffirmer fermement son objectif fondamental de maintenir l'équilibre durable des finances cantonales. Cette condition est indispensable à la réalisation des grands projets qu'il souhaite conduire.



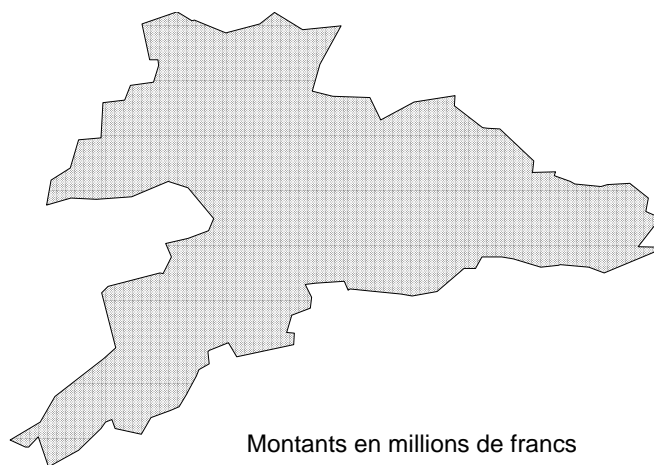
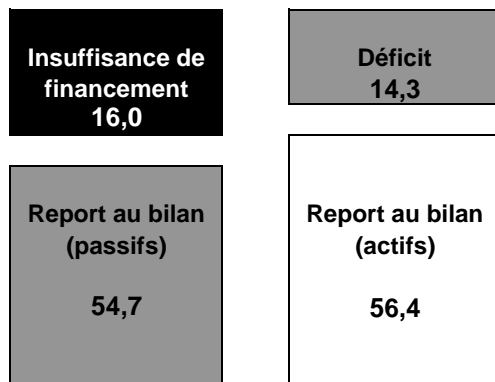
COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ÉTAT

Montants arrondis en milliers de francs

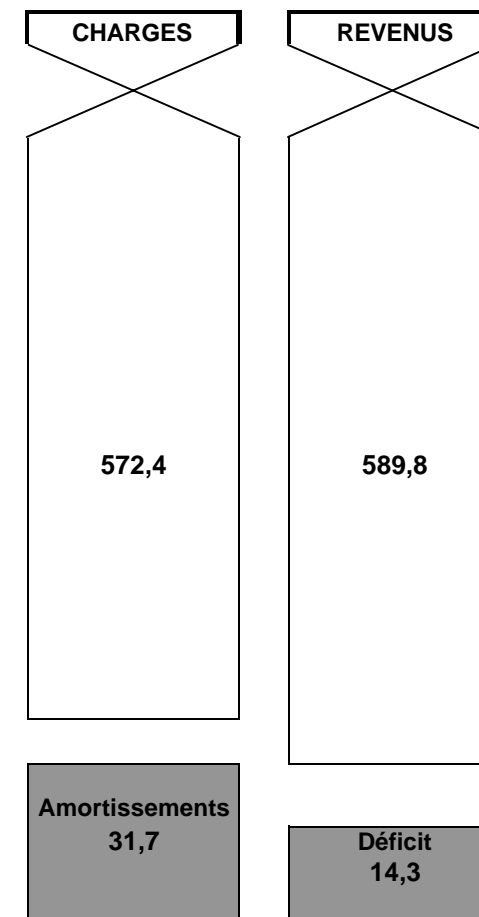
Le compte de fonctionnement 2001 rompt avec la situation d'équilibre qui prévalait depuis 1999. La détérioration du financement de 6,2 mios par rapport au budget s'explique en grande partie par des rentrées inférieures d'impôts fédéraux (- 9,5 mios) et cantonaux (- 4,8 mios) dont l'effet est atténué par des investissements nets inférieurs (-5,9 mios). Par rapport aux comptes 2000, la détérioration du financement atteint 25,0 mios. Elle est provoquée principalement par des variations négatives encore plus prononcées dans les parts fédérales et les impôts cantonaux ainsi que par des augmentations des charges de personnel et des subventions accordées.

	Comptes 2000		Budget 2001		Comptes 2001	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Fonctionnement						
Charges et revenus	588'918	592'930	604'816	602'134	604'073	589'829
Excédent de charges / revenus	4'012			2'682		14'244
Investissements						
Dépenses et recettes	56'913	19'298	59'071	19'731	56'468	23'045
Investissements nets		37'615		39'340		33'423
Financement						
Investissements nets	37'615		39'340		33'423	
Amortissements		42'604		32'275		31'681
Excédent de charges/revenus (fonctionnement)		4'012	2'682		14'244	
Insuffisance/excédent de financement	9'001			9'747		15'986
Variations au bilan						
Insuffisance/excédent de financement		9'001	9'747		15'986	
Report au bilan (passifs)	61'902		52'006		54'726	
Report au bilan (actifs)		56'913		59'071		56'468
Augmentation/diminution nette du découvert	4'012			2'682		14'244

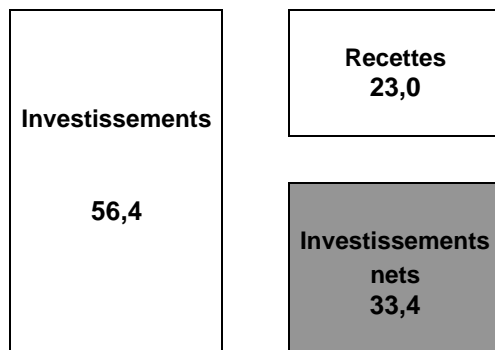
4 VARIATIONS AU BILAN



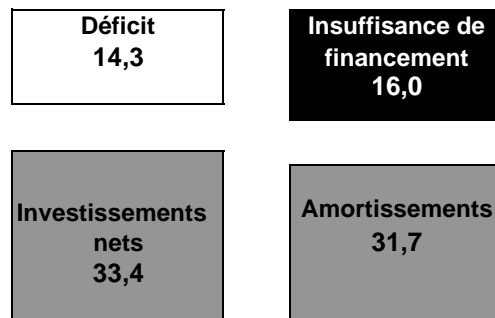
1 FONCTIONNEMENT



2 INVESTISSEMENTS



3 FINANCEMENT



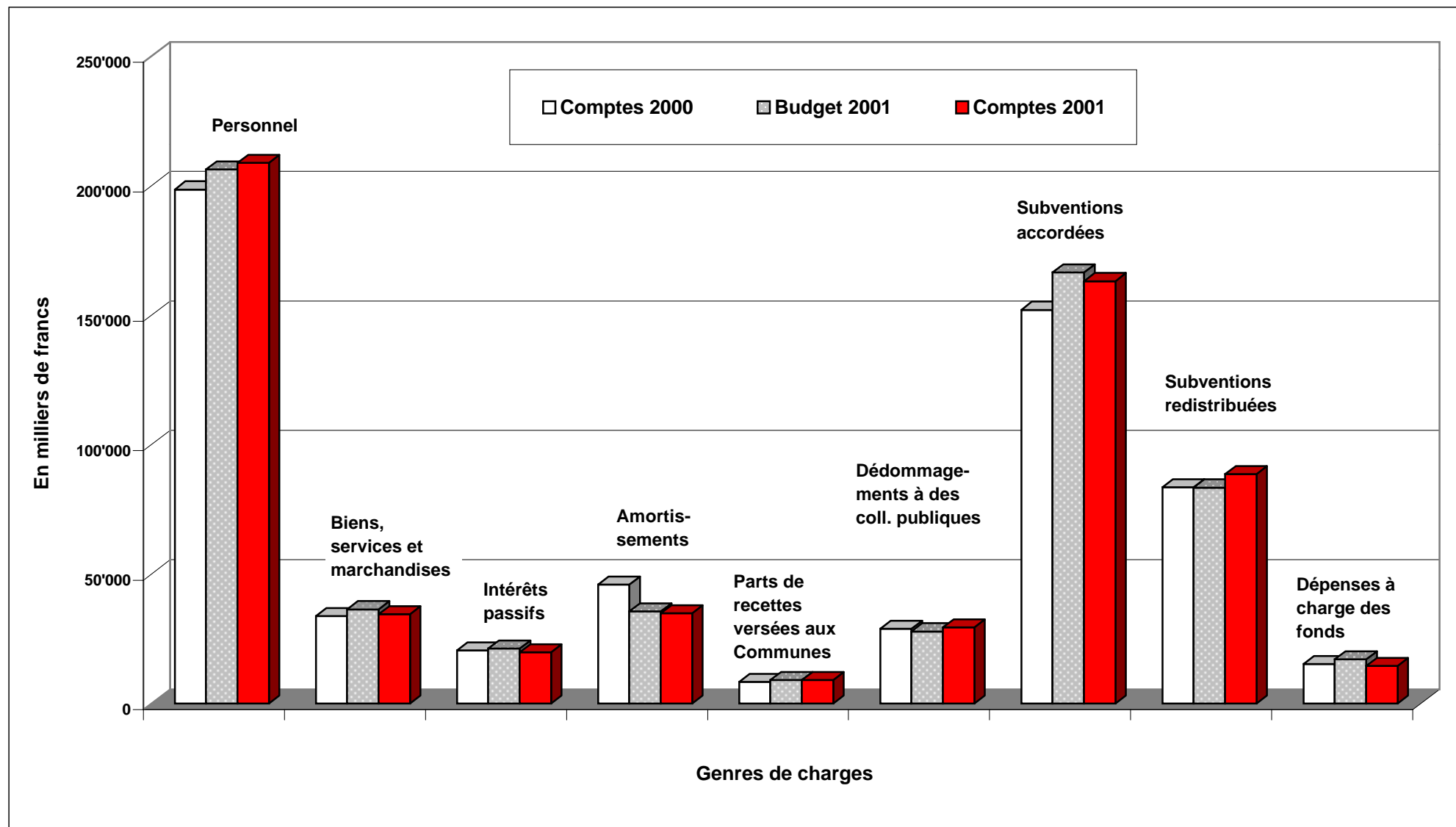
ÉVOLUTION DES CHARGES

Montants arrondis en milliers de francs

Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat (subventions redistribuées et fonds) et des amortissements, l'écart des charges réelles entre budget et comptes est de - 0,9%. Ces mêmes charges progressent de 4,7% par rapport aux comptes 2000.

No	Libellé du compte	Comptes 2000		Budget 2001		Comptes 2001		Ecarts sur le budget
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
30	CHARGES DE PERSONNEL	198'551	33.71	206'294	34.11	208'819	34.57	1.22
31	BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES	33'786	5.74	36'397	6.02	34'509	5.71	-5.19
32	INTERETS PASSIFS	20'555	3.49	21'285	3.52	19'764	3.27	-7.15
33	AMORTISSEMENTS	45'893	7.79	35'575	5.88	34'829	5.77	-2.10
34	PARTS DE RECETTES VERSEES AUX COMMUNES	8'278	1.41	9'108	1.51	8'999	1.49	-1.20
35	DEDOMMAGEMENTS A DES COLLECTIVITES PUBL.	28'870	4.90	27'886	4.61	29'402	4.87	5.44
36	SUBVENTIONS ACCORDEES	152'070	25.82	166'423	27.52	163'142	27.01	-1.97
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUEES	83'504	14.18	83'426	13.79	88'619	14.67	6.22
377	DEPENSES A CHARGE DES FONDS	15'248	2.59	17'024	2.81	14'456	2.39	-15.08
38	ATTRIBUTIONS AUX FONDS	1'260	0.21	463	0.08	584	0.10	26.13
39	IMPUTATIONS INTERNES	903	0.15	935	0.15	950	0.16	1.60
3	TOTAL DES CHARGES	588'918	100.00	604'816	100.00	604'073	100.00	-0.12

ÉVOLUTION DES CHARGES





PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AU BUDGET 2001

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Personnel des fouilles archéologiques	30	1.40	Entretien A16 et routes cantonales	31	1.40
Traitements des enseignants	30	1.25	Entretien informatique	31	0.50
Conventions intercantionales écoles	35	1.10	Intérêts des emprunts	32	1.60
Hospitalisations extérieures	35	0.50	Amortissements financiers et administratifs	33	0.75
Subventions redistribuées	37	5.20	Alimentation des fonds	36	1.00
			Transports régionaux	36	0.75
			Institutions sociales	36	0.65
			Unités psychiatriques et homes médicalisés	36	0.50
			Coopération	36	0.40
			Fonds pour l'emploi	377	2.65
Total		9.45	Total		10.20

**PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
 PAR RAPPORT AUX COMPTES 2000**

Montants bruts en millions de francs

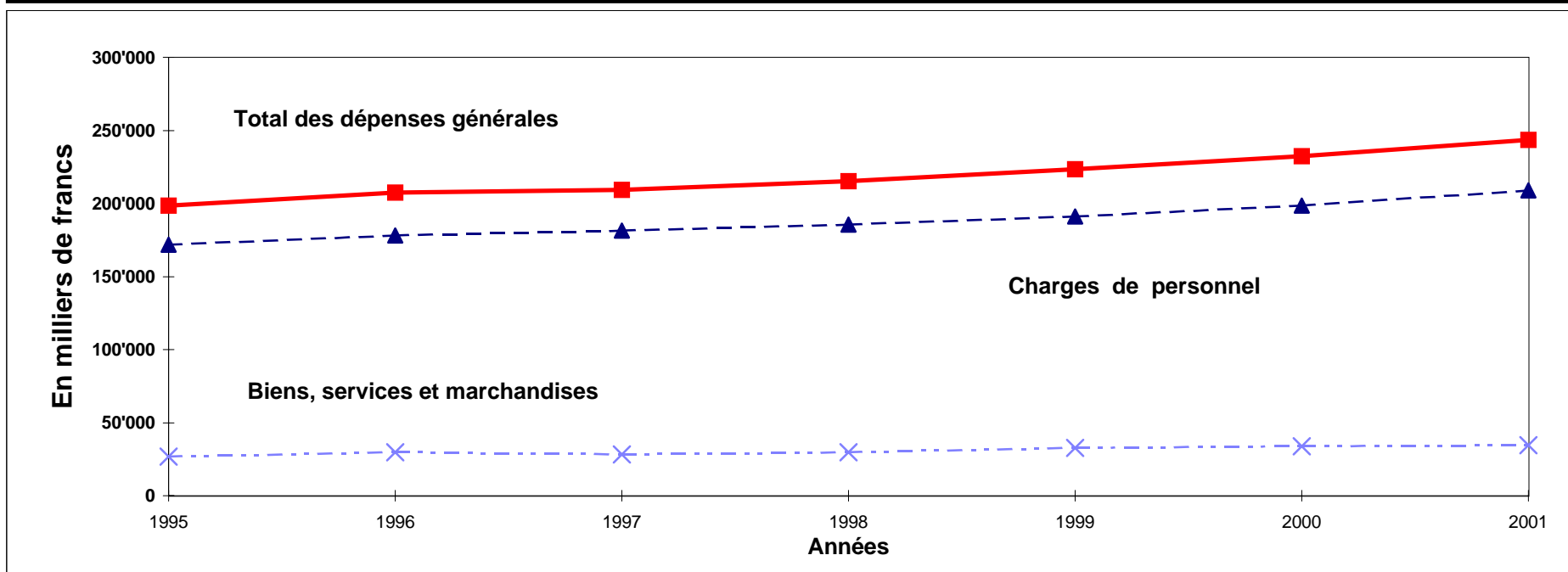
Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Traitements des enseignants	30	4.60	Intérêts passifs	32	0.80
Personnel administratif	30	3.20	Amortissements financiers et administratifs	33	1.15
Personnel de la Police	30	1.55	Part Confédération à la taxe poids lourds	35	2.45
Personnel des fouilles archéologiques	30	0.90	Institutions sociales	36	1.20
Biens, services, marchandises (divers)	31	0.70	Alimentation des fonds de l'économie et du tourisme	36	0.55
Part des communes à l'impôt des frontaliers	34	0.75	Ecoles privées et Bibliobus	36	0.50
HEP-BEJUNE	35	1.30	Prestations complémentaires AVS/AI	36	0.45
Ecoles professionnelles extérieures	35	0.95	Unités psychiatriques	36	0.30
Hospitalisations extérieures	35	0.50	Fonds pour l'emploi	377	0.80
Centre de Gestion Hospitalière	36	7.50	Fonds de l'économie et du tourisme	377	0.60
Pensions alimentaires	36	2.70	Attributions aux fonds	38	0.65
Part du Canton à l'AVS et à l'AI	36	1.30			
Alimentation du fonds pour l'emploi	36	1.10			
Réduction primes assurance maladie	36	0.70			
Bourses	36	0.50			
Subventions aux transports publics	36	0.30			
Subventions à l'agriculture	36	0.25			
Subventions redistribuées	37	5.10			
Dépenses à charge de fonds (divers)	377	0.60			
Total		34.50	Total		9.45

ÉVOLUTION DES DÉPENSES GÉNÉRALES

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Charges de personnel	171'690	177'944	181'238	185'590	190'977	198'551	208'819
Biens, services et marchandises	26'754	29'618	28'236	29'733	32'531	33'786	34'509
TOTAL DES DEPENSES GENERALES	198'444	207'562	209'474	215'323	223'508	232'337	243'328

Le total des dépenses générales est supérieur de 0,3% au budget, ce qui s'explique notamment par une budgétisation insuffisante pour le personnel des fouilles archéologiques et pour le personnel enseignant. Celle-ci est compensée partiellement par une sous-utilisation budgétaire pour les biens, services et marchandises. La progression par rapport aux comptes 2000 est de 4,7%, dont un tiers environ est imputable au rétablissement de l'échelle des traitements antérieure à la contribution de solidarité.





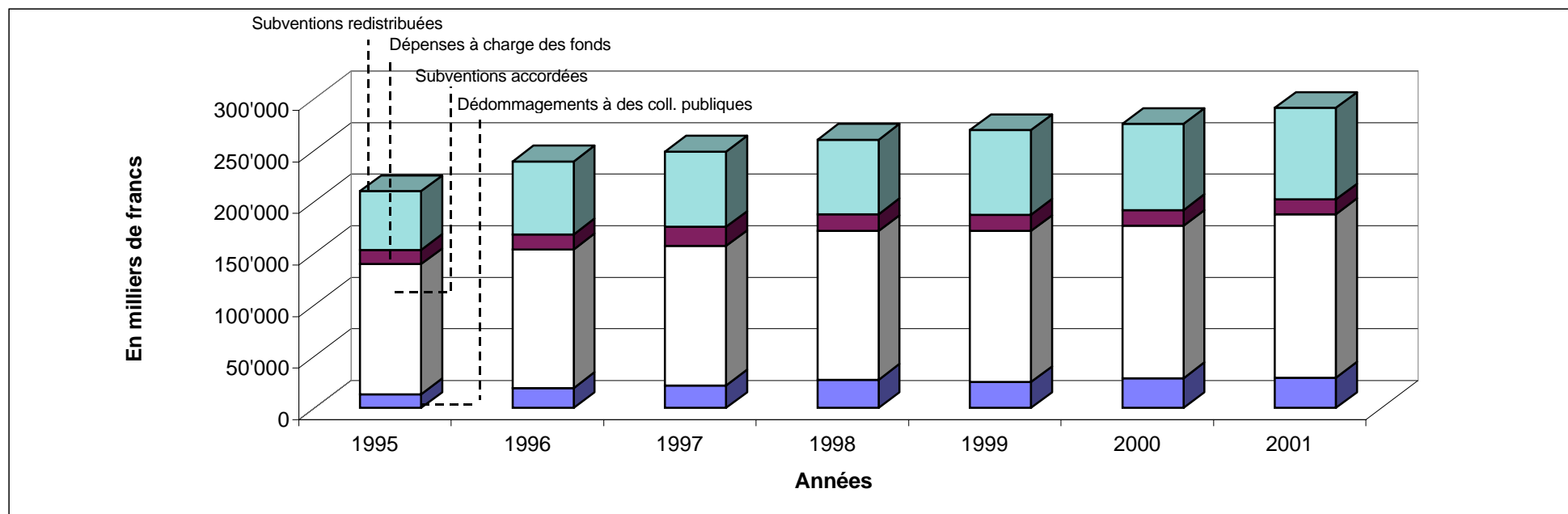
ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Montants arrondis en milliers de francs

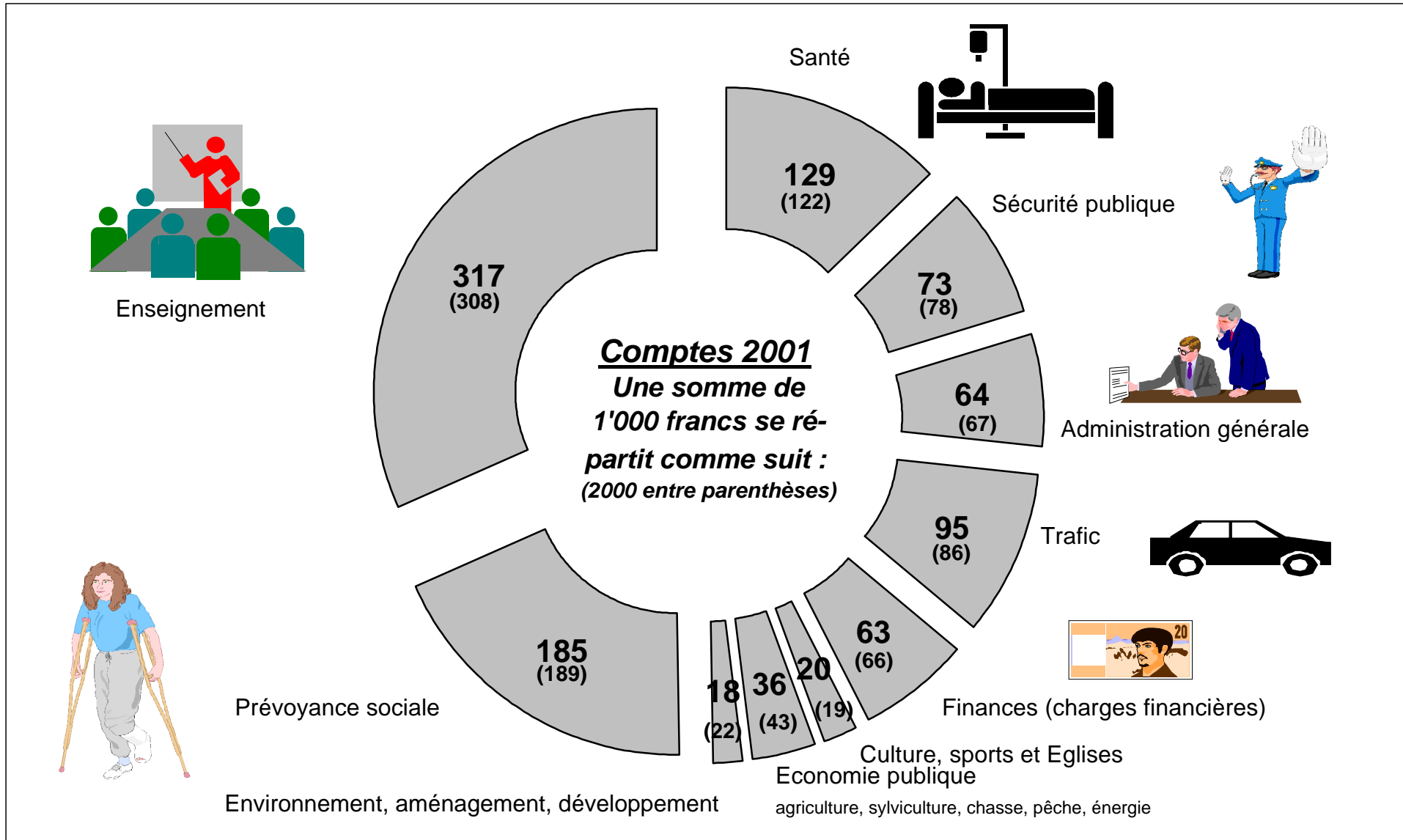
Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Dédommagements à des collectivités publiques	13'129	19'146	21'705	27'420	24'946	28'870	29'402
Subventions accordées *)	126'457	134'656	135'271	144'263	146'712	147'853	158'422
Dépenses à charge des fonds	13'778	14'590	18'677	16'249	15'854	15'248	14'456
Subventions redistribuées	56'907	70'637	72'936	72'209	81'924	83'504	88'619
TOTAL DES DEPENSES DE TRANSFERT	210'271	239'029	248'589	260'141	269'436	275'475	290'899

*) sans l'alimentation des fonds


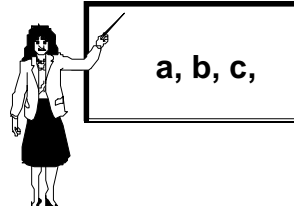
Abstraction faite des subventions redistribuées, les prestations pécuniaires accordées aux institutions et aux personnes physiques sont inférieures à celles prévues au budget (-1,6%). Cette variation résulte notamment des dépenses du fonds pour l'emploi. Par rapport aux comptes 2000, l'évolution est de +5,4%. L'augmentation principale concerne l'enveloppe octroyée au Centre de Gestion Hospitalière.



COMMENT EST DÉPENSÉ L'ARGENT DU CONTRIBUTABLE ?



EFFECTIF DU PERSONNEL

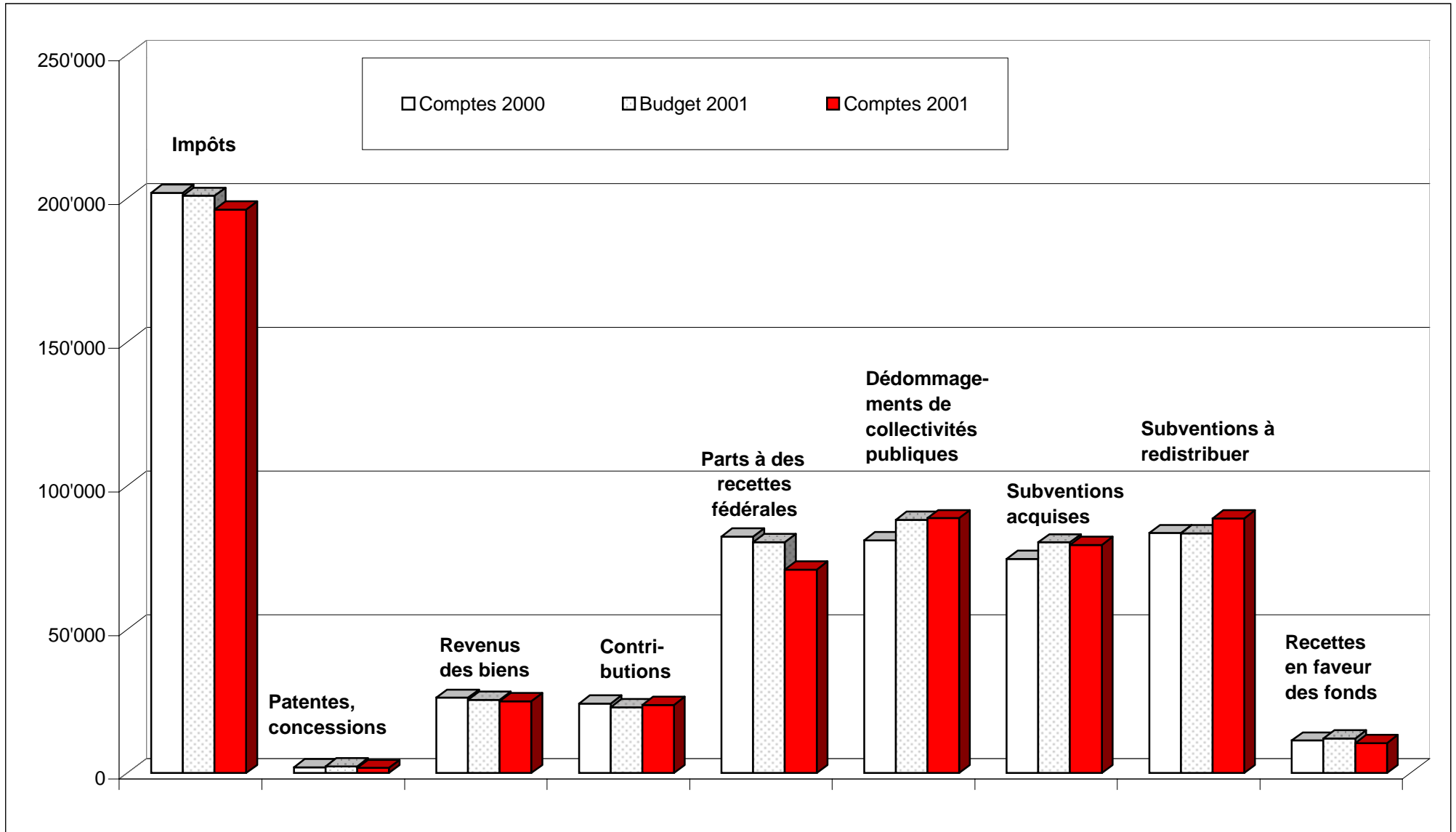
	31.12. 1995	31.12. 1996	31.12. 1997	31.12. 1998	31.12. 1999	31.12. 2000	31.12. 2001
<p>PERSONNEL ADMINISTRATIF (sans fouilles archéologiques)</p> 	732.8	730.2	732.0	756.8	762.6	779.3	795.4
<p>PERSONNEL ENSEIGNANT (base de données dès 31.12.1999)</p> 	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02
	---	---	---	---	854.8	870.0	884.0

ÉVOLUTION DES REVENUS

Montants arrondis en milliers de francs

Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat (subventions à redistribuer et fonds), les revenus sont inférieurs de 16,4 mios ou -3,2% au budget. Cette mauvaise surprise est imputable en grande partie aux parts fédérales (-9,5 mios) et aux impôts cantonaux (4,8 mios). Pour la première fois, on constate également une baisse par rapport aux comptes précédents (-1,5%). La très grande volatilité de la part à l'impôt anticipé (-17,35 mios par rapport à 2000) éclipse toutes les autres variations.

No	Libellé du compte	Comptes 2000		Budget 2001		Comptes 2001		Écarts sur le budget
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
40	IMPOTS	201'881	34.05	200'830	33.35	196'015	33.23	-2.40
41	PATENTES, CONCESSIONS	2'003	0.34	2'352	0.39	1'784	0.30	-24.15
42	REVENUS DES BIENS	26'226	4.42	25'520	4.24	25'024	4.24	-1.94
43	CONTRIBUTIONS	24'215	4.08	22'870	3.80	23'670	4.01	3.50
44	PARTS A DES RECETTES FEDERALES	82'279	13.88	80'305	13.34	70'815	12.01	-11.82
45	DEDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITES PUBL.	81'020	13.66	88'109	14.63	88'702	15.04	0.67
46	SUBVENTIONS ACQUISES	74'500	12.56	80'241	13.33	79'318	13.45	-1.15
47	SUBVENTIONS A REDISTRIBUER	83'504	14.08	83'426	13.86	88'619	15.02	6.22
477	RECETTES EN FAVEUR DES FONDS	11'317	1.91	12'041	2.00	10'405	1.76	-13.59
48	PRELEVEMENTS SUR LES FONDS	5'082	0.86	5'505	0.91	4'527	0.77	-17.77
49	IMPUTATIONS INTERNES	903	0.15	935	0.16	950	0.16	1.60
4	TOTAL DES REVENUS	592'930	100.00	602'134	100.00	589'829	100.00	-2.04



PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
 PAR RAPPORT AU BUDGET 2001

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Impôts des personnes morales	40	1.70	Impôt des personnes physiques	40	4.85
Recettes diverses	43	0.80	Droits de mutation	40	1.45
Emoluments de l'état civil	43	0.40	Patentes et concessions	41	0.55
Part au droit de douane sur les carburants	44	0.70	Intérêts moratoires	42	0.60
Part des communes à l'enseignement	45	1.15	Emoluments de l'Office des véhicules	43	0.40
Subventions fédérales pour fouilles A16	46	1.55	Part à l'impôt anticipé	44	7.70
Subventions à redistribuer	47	5.20	Part à l'impôt fédéral direct	44	2.55
Recettes de fonds (divers)	477	0.75	Parts des communes à la santé	45	0.70
			Subventions fédérales A16	46	1.25
			Parts des communes à l'aide sociale	46	1.15
			Recettes du fonds pour l'emploi	477	2.35
			Prélèvements sur les fonds	48	1.00
Total		12.25	Total		24.55



**PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS
PAR RAPPORT AUX COMPTES 2000**

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubrique	Montants	Diminutions brutes	Rubrique	Montants
Gains comptables	42	0.35	Taxe des véhicules	40	1.65
Part à l'impôt fédéral direct	44	4.45	Impôts des personnes morales	40	1.55
Part au droit de douane sur les carburants	44	1.40	Impôts des personnes physiques	40	1.50
Parts des communes à l'enseignement	45	3.35	Droits de mutation	40	1.20
Parts des communes à la santé	45	3.30	Ventes de bois	42	0.90
Parts des communes aux pensions alimentaires	45	1.05	Intérêts actifs et dividendes	42	0.60
Redevance poids lourds	46	2.90	Remboursement de frais (divers)	43	0.40
Subventions fédérales fouilles A16	46	0.90	Emoluments de l'Office des véhicules	43	0.35
Subventions aux assurances sociales	46	0.85	Part à l'impôt anticipé	44	17.35
Subventions fédérales A16	46	0.85	Parts des communes à l'aide sociale	46	1.15
Subventions fédérales aux bourses	46	0.50	Recettes du fonds pour l'emploi	477	0.85
Subventions à redistribuer	47	5.10	Recettes du fonds des déchets	477	0.40
Recettes de fonds (divers)	477	0.35	Prélèvements sur les fonds	48	0.55
Total		25.35	Total		28.45

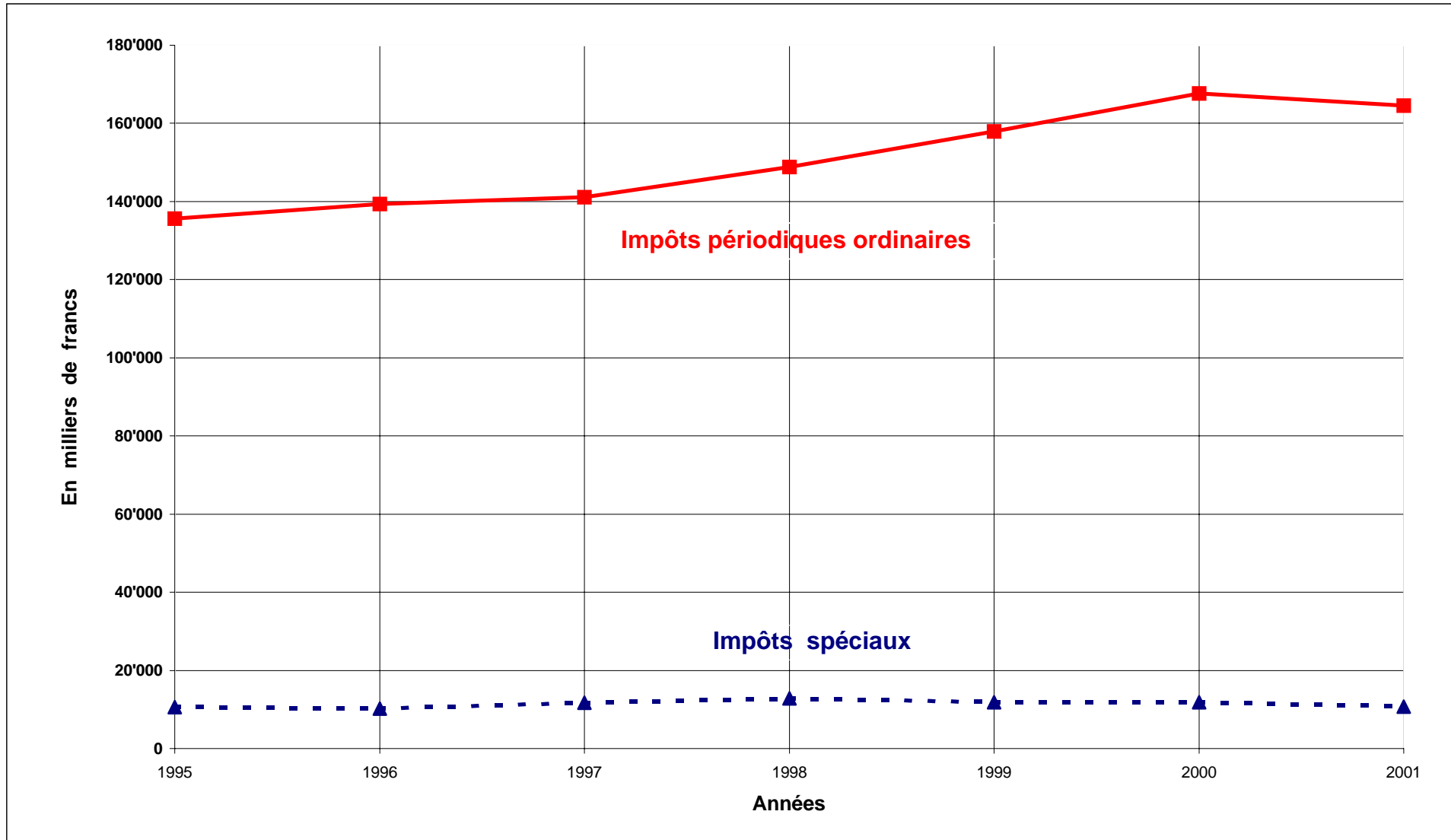
**ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES
 ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX**

Montants arrondis en milliers de francs

Les impôts périodiques sont inférieurs au budget et aux comptes 2000, resp. de -1,9% et -1,8%. L'année 2001 a été marquée à la fois par la situation conjoncturelle, le changement du système d'imposition, la révision de la loi d'impôts et les mesures prises pour compenser les effets de la progression à froid. Les impôts spéciaux sont en baisse par rapport au budget (-11,3%) et par rapport aux comptes 2000 (-9,8%) en raison d'un net fléchissement constaté dans les rentrées du Registre foncier.

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Impôts périodiques ordinaires							
Impôts sur le revenu et la fortune (400)	122'474	125'851	129'676	134'654	141'700	144'368	142'834
Impôts sur le bénéfice et le capital (401)	13'115	13'567	11'384	14'238	16'257	23'252	21'737
Total	135'589	139'418	141'060	148'892	157'957	167'620	164'571
Impôts spéciaux							
Impôts sur les gains immobiliers et de loterie (403)	2'237	1'349	1'598	1'193	1'670	1'674	1'667
Droits de mutation et gages immobiliers (404)	6'026	6'794	7'255	7'249	7'244	7'163	5'959
Impôts sur les successions et les donations (405)	2'373	2'048	2'908	4'378	2'888	3'027	3'076
Total	10'636	10'191	11'761	12'820	11'802	11'864	10'702

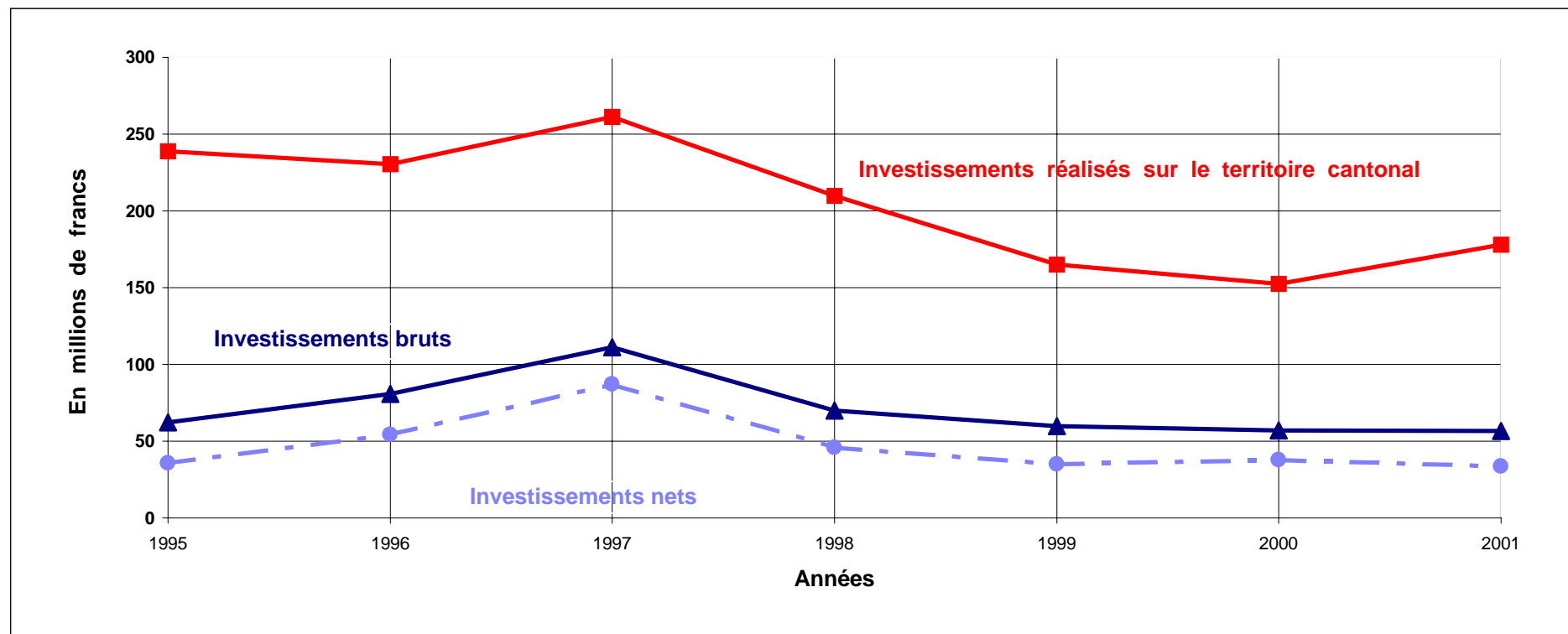
**ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES
ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX**



**VOLUME DES INVESTISSEMENTS BRUTS
 RÉALISÉS SUR LE TERRITOIRE CANTONAL**

Montants arrondis en millions de francs

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Investissements réalisés sur le territoire cantonal	238.7	230.4	261.3	209.8	165.0	152.3	178.1
Investissements bruts	62.3	80.9	111.3	70.0	59.7	56.9	56.5
Investissements nets	35.6	54.2	86.9	45.7	35.0	37.6	33.4



ECARTS DU COMPTE D'INVESTISSEMENT PAR RAPPORT AU BUDGET 2001**ECARTS GLOBAUX**

Montants arrondis en millions de francs

<u>Libellés</u>	Plan financier 2001	Budget 2001	Comptes 2001	Ecart par rapport au budget
Dépenses d'investissements	58.0	59.1	56.5	-2.6
Recettes d'investissements	18.6	19.8	23.1	+3.3
Investissements nets	39.4	39.3	33.4	-5.9

PRINCIPAUX ECARTS DES INVESTISSEMENTS NETS PAR RAPPORT AU BUDGET 2001

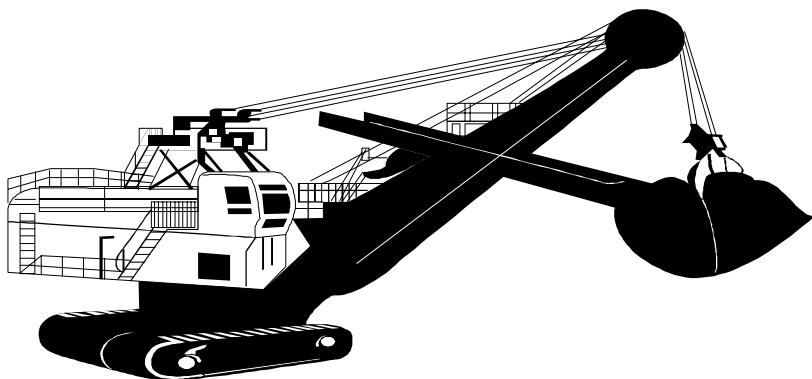
<u>Objets</u>	<u>Ecart</u>	<u>Causes principales</u>
Constructions et transformations de bâtiments	-3.2	Avance moins rapide des travaux ¹
A16	-1.6	Retard dans l'avancement des travaux
Subvention d'investissement aux CJ	-1.4	Travaux non réalisés ¹
Equipements et applications informatiques	-0.7	Avance moins rapide de projets ¹
Contributions des communes aux subventions d'investissements des homes	-0.7	Décomptes établis en 2001
Maintenance du réseau routier	+0.9	Travaux plus conséquents
Aménagement H18	+1.3	Avance plus rapide des travaux

¹Ecart influencés également par le changement de pratique comptable suite à l'introduction de la nouvelle loi sur les finances cantonales (montants dépensés et non plus montants engagés)

PRINCIPAUX CHANTIERS

(Dépenses propres, sans les subventions et les prêts d'investissements accordés à des tiers)

- ☒ Construction de l' A 16
- ☒ Aménagements tronçons H18



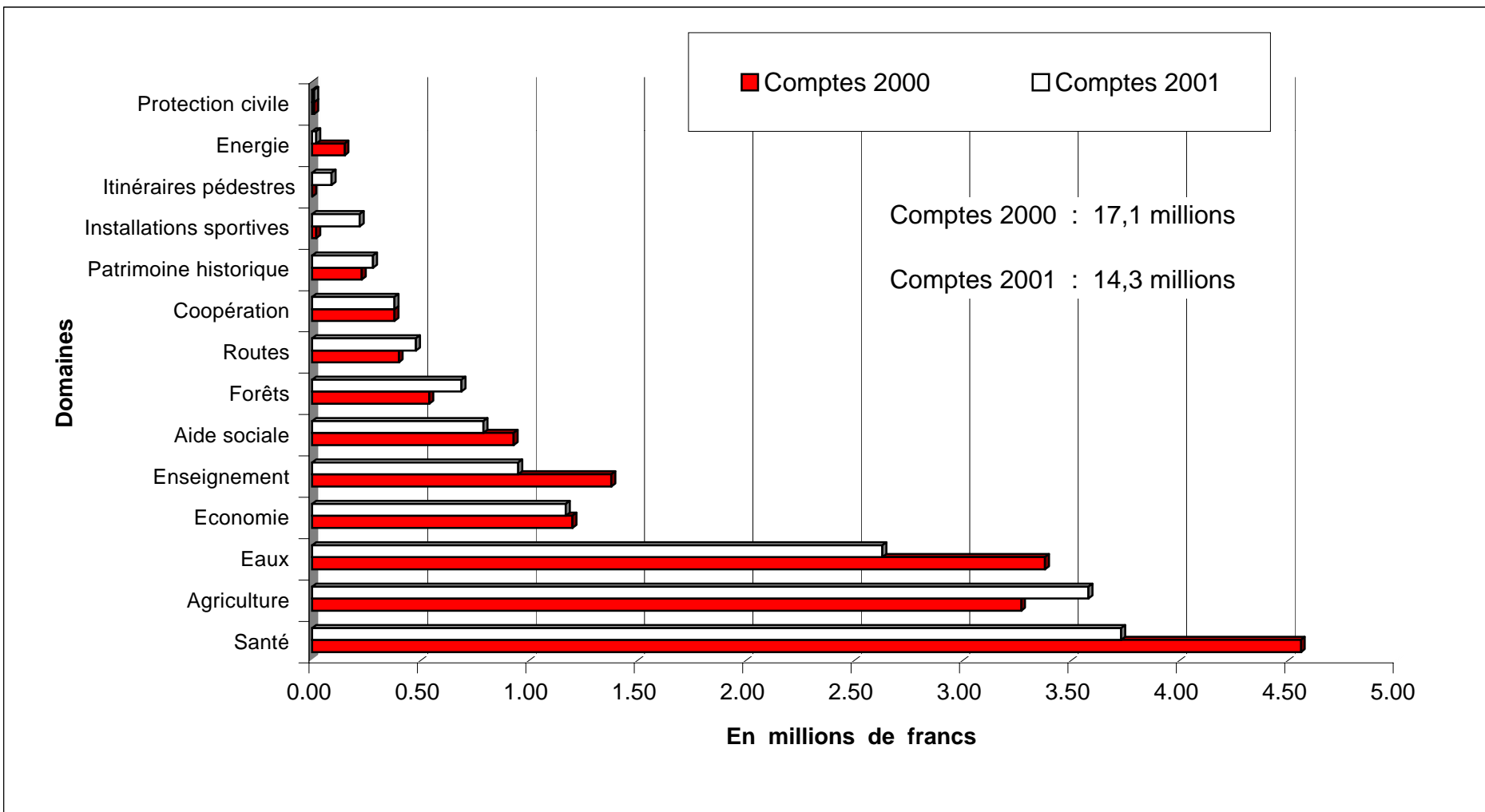
LES GRANDS CHANTIERS DE L'ÉTAT

COMPTES 2001		
Montants arrondis en millions de francs		
Investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal		Part cantonale nette
	125.7	5.9
	10.2	3.3
TOTAL	135.9	9.2

Ce montant représente 76,3% des investissements réalisés sur le territoire cantonal

Cette somme représente 27,5% de l'investissement net total de l'année 2001

**REPARTITION DES SUBVENTIONS NETTES
 D'INVESTISSEMENTS**

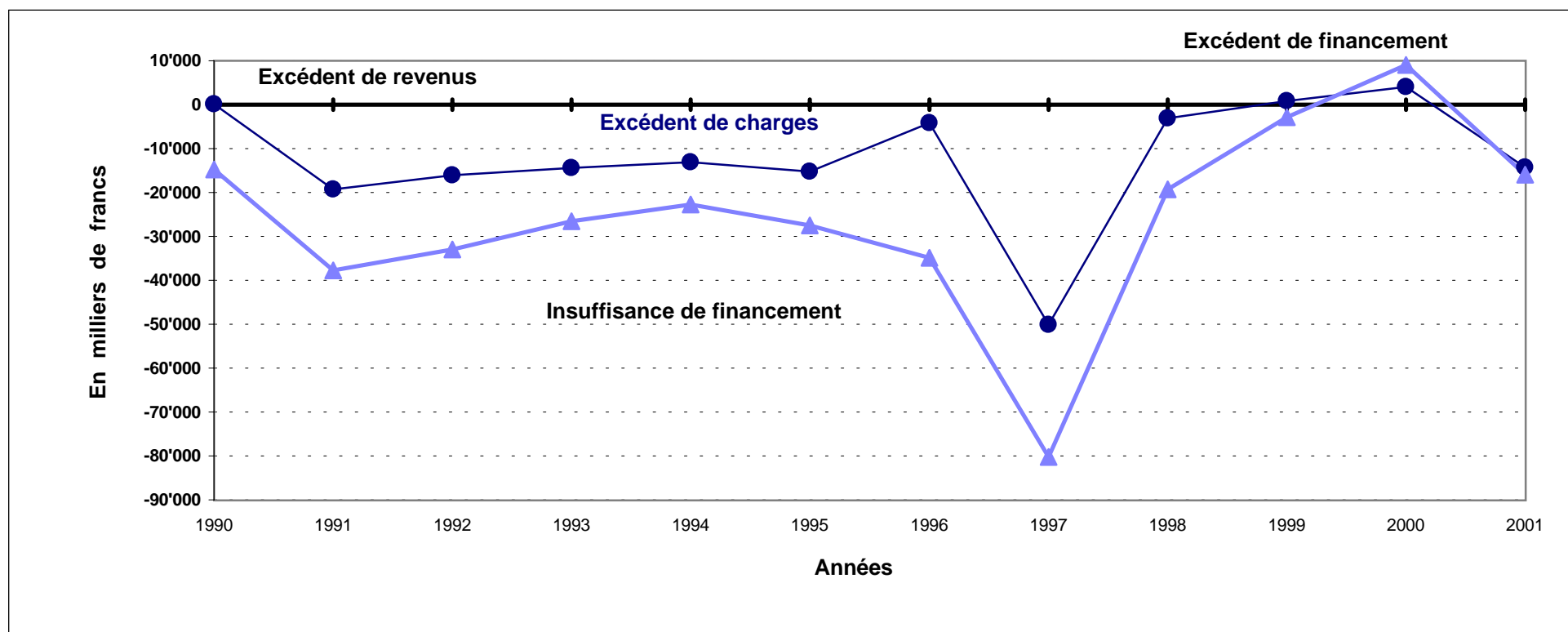


**EVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT
ET DU FINANCEMENT**

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Résultat du compte de fonctionnement	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244
Insuffisance/excédent de financement	-14'734	-37'764	-32'936	-26'514	-22'759	-27'484	-34'888	-80'268	-19'255	-2'842	9'001	-15'986

Si l'excellent résultat 2000 était surtout dû à des rentrées extraordinaires de la part à l'impôt anticipé, le mauvais résultat 2001 s'explique en grande partie par le phénomène inverse.

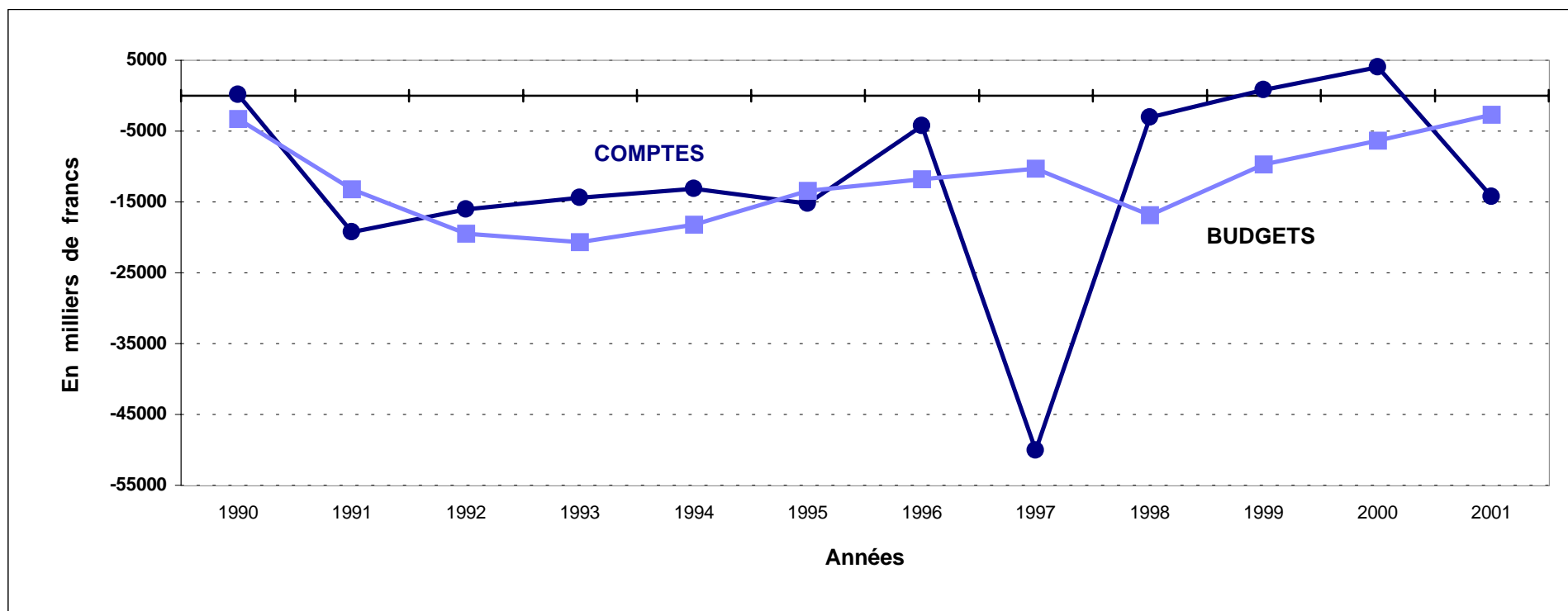


**ÉVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT
 ET DES ECARTS BUDGETAIRES**

Montants arrondis en milliers de francs et en %

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Résultat du compte de fonctionnement	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244
Résultat selon le budget	-3'292	-13'236	-19'485	-20'673	-18'181	-13'465	-11'762	-10'329	-16'902	-9'686	-6'362	-2'682
Ecart	3'470	-5'991	3'446	6'287	5'046	-1'740	7'539	-39'746	13'854	10'508	10'375	-11'562
Ecart en % des recettes	1.03	-1.66	0.88	1.51	1.16	-0.39	1.51	-7.77	2.53	1.86	1.75	-1.96

Contrairement aux trois années précédentes, les comptes bouclent moins favorablement que le budget. Sans les mauvaises surprises concernant les parts fédérales, l'écart tomberait à -0,35% du total des recettes.

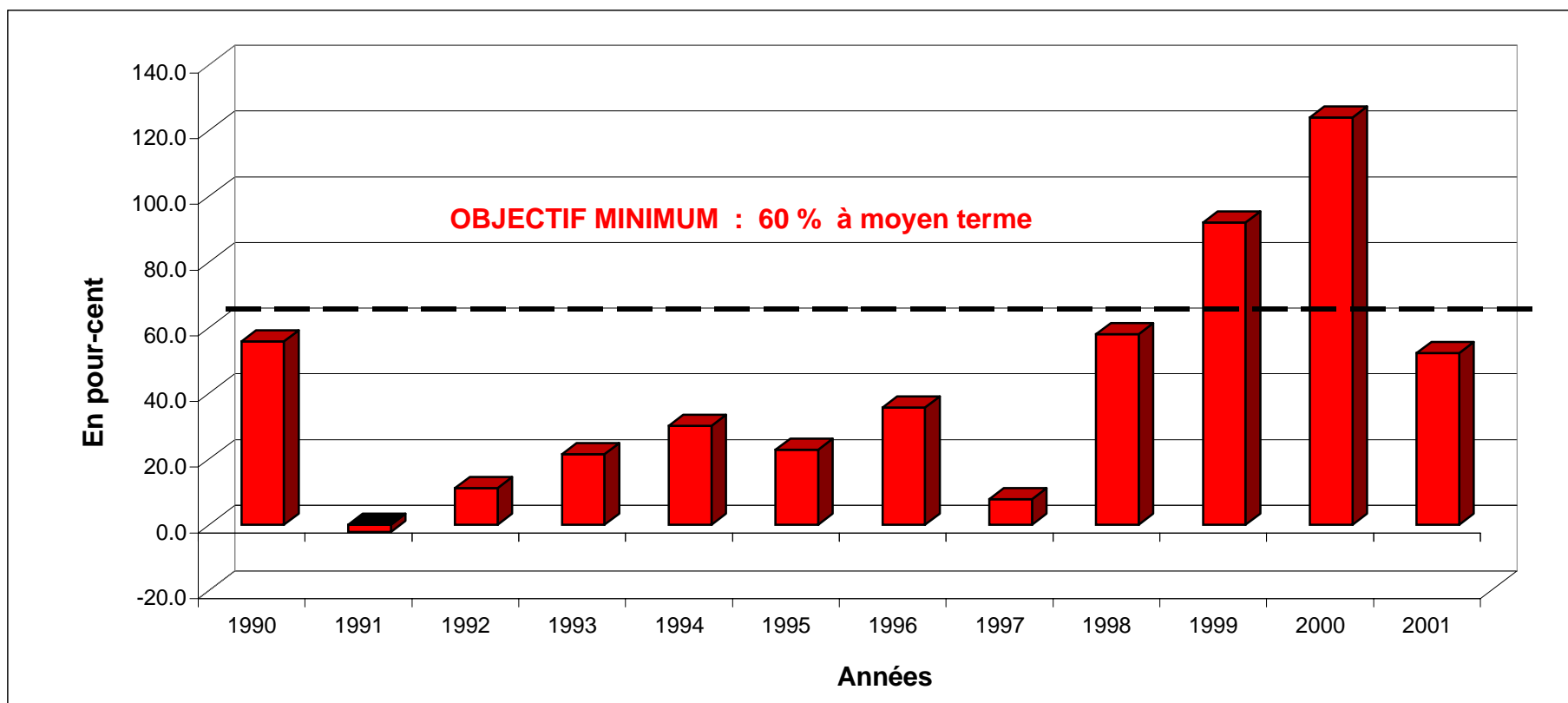


ÉVOLUTION DU DEGRÉ D'AUTOFINANCEMENT

Calculé en % et arrondi à une décimale

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Degré d'autofinancement	55.7	-2.3	11.1	21.5	30.0	22.8	35.7	7.7	57.9	91.9	123.9	52.2

Le degré d'autofinancement des investissements 2001 descend à 52,2% alors que le budget tablait sur 75,2%. Sa moyenne est de 80,8% pour les 4 dernières années et de 38,6% pour les 10 dernières années.



Le résultat 2001 induit déjà une augmentation de la dette qui était restée stable depuis 1998. Compte tenu des taux favorables, le poids négatif des intérêts passifs est par contre en légère baisse.

Montants en millions de francs / en francs par habitant

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Dette brute ¹	389.6	422.6	479.9	494.7	492.0	494.7	502.6
- Nouvelle définition dès l'année 2000 ²					535.9	542.2	557.9
En francs par habitant	5'648	6'102	6'960	7'173	7'131	7'189	7'306
Dette nette ³	219.1	253.1	333.1	341.8	339.1	341.8	350.9
En francs par habitant	3'176	3'654	4'831	4'956	4'915	4'967	5'101
Intérêts passifs	18.6	18.9	18.8	19.6	20.4	20.6	19.8
En % des charges réelles	4.5	4.4	3.9	4.2	4.2	4.1	3.8
En % des impôts directs et indirects (total des impôts cantonaux, rubrique 40)	11.4	11.3	11.0	10.8	10.7	10.2	10.1

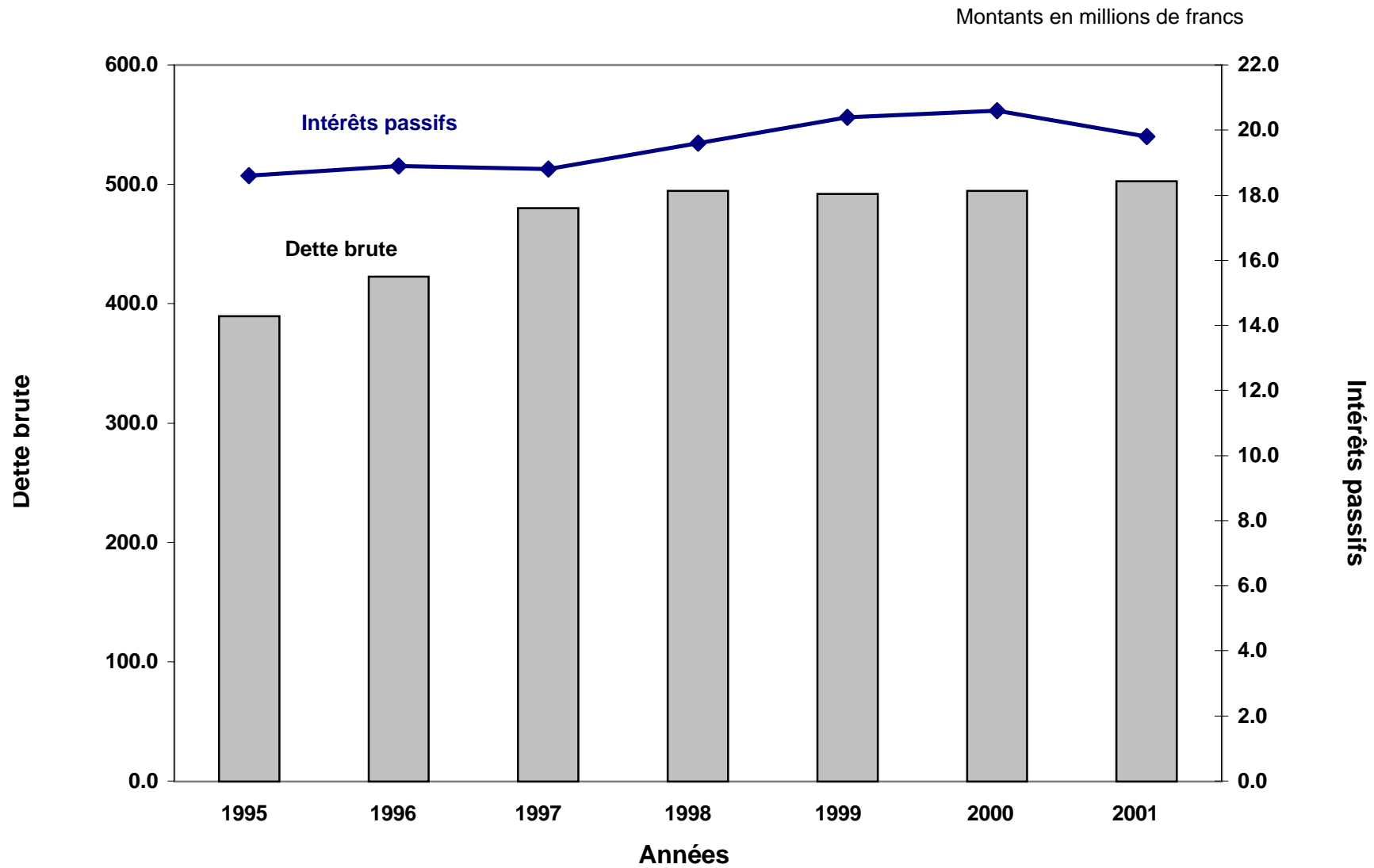
¹ Dettes à court, moyen et long terme (rubriques 21 et 22 du bilan)

² Dès l'année 2000, les prêts de la Confédération dans le cadre des crédits d'investissements dans l'agriculture sont intégrés au bilan de l'Etat (actifs et passifs)

³ Patrimoine administratif sujet à amortissement ./.. avances aux financements spéciaux + perte reportée

<i>Habitants au 1er janvier (ESPOP)</i>	68'979	69'261	68'948	68'964	68'995	68'818	68'794
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

**ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE
 ET DES INTÉRÊTS PASSIFS**



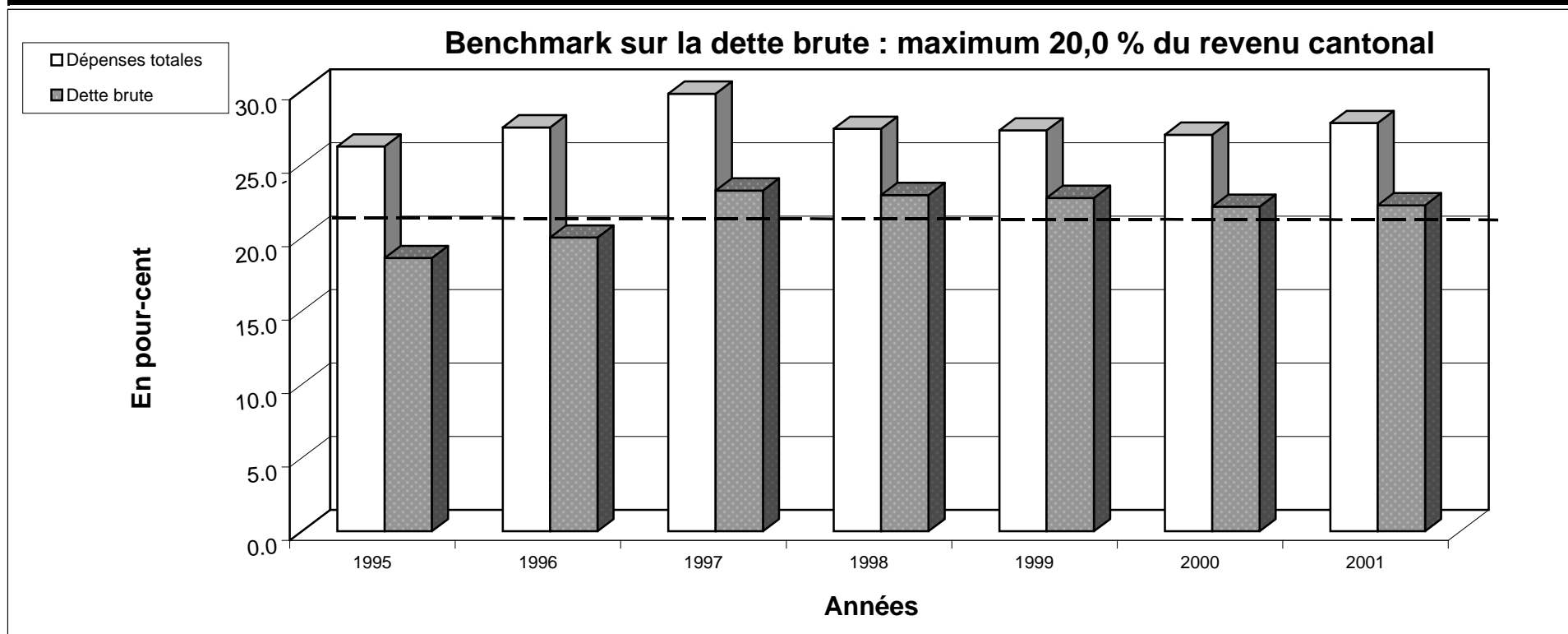
EVOLUTION DES QUOTES-PARTS DE L'ETAT

Calculées en % et arrondies à une décimale

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Quote-part des dépenses totales	26.2	27.5	29.8	27.4	27.3	27.0	27.8
Quote-part des investissements nets	1.8	2.7	4.2	2.1	1.6	1.7	1.5
Quote-part de la dette brute	18.6	20.0	23.2	22.9	22.7	22.1	22.2

Quotes-parts de l'Etat : grandeurs comparées au revenu cantonal estimé

La quote-part de la dette brute s'est stabilisée et reste toujours supérieure à 20%.



OBJECTIF :

- ∅ Maintien de l'équilibre durable des finances cantonales

CONTEXTE ET DEFIS FINANCIERS :

- ∅ Evolution de la conjoncture économique (mondiale, suisse et jurassienne) et des marchés financiers
- ∅ Dépendance financière de l'Etat face à la Confédération et volatilité des parts aux recettes fédérales (volume et indices de capacité financière)
- ∅ Incertitudes liées à des décisions nationales sur des dossiers en cours d'examen (fiscalité, bénéfices et or de la BNS, subventions,
- ∅ Diminution de la marge de manœuvre budgétaire propre (conventions intercantionales, délégations de tâches de la Confédération, réduction de la fiscalité cantonale, etc.)
- ∅ Evolution structurelle des coûts du personnel, de la santé et de la formation
- ∅ Décision et mise en œuvre de "Jura, Pays ouvert" (engagement de ressources et concrétisation des effets d'attractivité afin de garantir l'équilibre financier à moyen terme), constituant la priorité de référence de la politique de l'Etat